

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BURGUET Ets

1 impasse de l'usine
16390 Montignac-Le-Coq

Références : 2025 1305 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007202368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement BURGUET Ets implanté 1 Impasse de l'usine 16390 Montignac-le-Coq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée pour évoquer les suites données à la précédente visite du 22/05/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BURGUET Ets
- 1 Impasse de l'usine 16390 Montignac-le-Coq
- Code AIOT : 0007202368
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Burguet a débuté, en 1958, l'activité de déroulage de peuplier, puis en 1963 les premières fabrications de panneaux contreplaqués à base de bois exotiques en provenance d'Afrique. Les premières exportations en Allemagne puis en Hollande sont réalisées dès 1966. Un récépissé de déclaration a été établi le 19 mai 1978 pour cette activité.

Au début des années 80, l'entreprise se spécialise dans le contreplaqué Marine haut de gamme et les contreplaqués Techniques destinés à la fabrication des portes d'entrée ou de garage. Aujourd'hui, BURGUET produit des Panneaux contreplaqués techniques destinés principalement

aux Menuiseries, au Nautisme et au Ferroviaire aussi bien en France qu'à l'exportation.

L'exploitant possède à ce jour un arrêté d'autorisation à titre provisoire depuis le 20 janvier 2003.

Elle emploie en 2025, 25 salariés pour une production journalière de contreplaqué d'environ 4 m³.

Les horaires d'ouvertures sont du lundi au vendredi :

Bureaux : 8h00 - 12h00 / 12h45 - 17h00 ;

Ateliers : 8h00 - 12h00 / 12h45 - 15h45.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Réserve incendie | Arrêté Préfectoral du 20/01/2003, article 9.2 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 2 | Désenfumage | Arrêté Préfectoral du 20/01/2003, article 10.7 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence visite a permis d'aborder les différents points observés lors du contrôle du 22/05/2025 et de préciser la conduite à tenir sur les différents items évoqués.

À cet effet, un compte-rendu spécifique, sur les points actés avec l'exploitant et l'inspection, sera adressé à l'exploitant par courriel.

En revanche lors de la visite des installations, des constats en lien avec la disponibilité des volumes d'eau pour la défense incendie et avec le désenfumage des bâtiments à risque incendie, ont été observés. Ces constats sont détaillés dans le présent rapport. L'exploitant doit proposer la mise en place d'actions pour proposer des dispositions permettant de répondre à l'objectif des prescriptions non respectées à date.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserve incendie

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2003, article 9.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment... une réserve d'eau d'environ 1 500 m ³ au Nord du site. |
| Constats : Lors de la visite terrain, il a été constaté que la réserve incendie, valorisée dans l'arrêté préfectoral, est situé au Nord de l'établissement mais n'est pas dans l'emprise foncière de celui-ci. Il s'agit d'une réserve d'eau naturel (de type étang). Au jour de l'inspection, cet étang était sec. |

L'inspection y a relevé la présence d'un système de pompage vraisemblablement utilisé par un agriculteur pour l'irrigation des champs de culture céréalière situés à proximité.

Ainsi, la défense incendie de l'établissement demandée d'au moins 1 500 m³, devant être constituée par une réserve incendie au Nord du site, est absente. Cette situation constitue un écart important compte tenu du risque incendie lié aux activités réalisées sur site.

Lors des échanges, l'exploitant explique effectivement que cet étang est souvent sec et bien en deçà du niveau requis de 1 500 m³. En revanche, l'exploitant précise que les pompiers pourraient puiser l'eau dans les lagunes (au nombre de 6) utilisées pour la décantation des eaux de lavage des encolleuses notamment et totalisant un volume total de près de 1 800 m³. L'exploitant précise que ces lagunes sont toujours remplies d'eau.

L'inspection a appelé l'attention de l'exploitant sur le fait suivant: dès lors que des points d'eau incendie sont retenus par le SDIS; ces derniers doivent faire l'objet d'une réception de ces derniers pour en juger de la conformité tant sur les volumes requis et les possibilités d'y accéder et de stationner. À ce stade, aucune sollicitation du SDIS n'a été réalisée à ce propos. Toutefois, ces lagunes, nécessitant des modifications et/ou des justifications d'étanchéité, seront davantage dédiées au confinement des eaux d'extinction.

Suite à ces échanges, l'exploitant n'écarte pas le fait de doter son établissement, d'une réserve incendie ad hoc (dont la capacité sera à fixer dès lors que la mise à jour du calcul D9 sera transmise à l'inspection (cf. demande faite dans le rapport du contrôle diligenté le 22/05/2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de mettre en place sur site une réserve incendie dont la capacité en eau devra respecter les termes du calcul D9 demandé lors de la visite du 22/05/2025 et validé par l'inspection.

Cette réserve incendie devra faire l'objet d'une réception (et de l'essai de mise en aspiration avec un engin) par le SDIS pour en attester la conformité et *in fine*, la répertorier comme PEI (point d'eau incendie). L'exploitant transmet le procès-verbal établi par le SDIS dans ce cadre et le cas échéant, l'exploitant met en œuvre les éventuelles recommandations du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2003, article 10.7

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant en cas d'incendie, l'évacuation des fumées... La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès.

Constats :

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté l'absence de désenfumage en partie haute du bâtiment à l'exception de deux trappes de désenfumage en partie haute de la zone où se trouve la dérouleuse DH33. Ces deux trappes de désenfumage ont été installées à l'occasion de l'extension réalisée dans les années 90.

L'inspection relève donc que l'exploitant ne respecte les dispositions de son arrêté préfectoral en matière de désenfumage. Ceci constitue un écart.

Concernant la zone où se trouve la dérouleuse DH33, aucune commande manuelle des trappes de désenfumage n'a été constatée au niveau des accès situés à proximité. L'exploitant a indiqué que pour lui, l'installation est conforme et qu'un contrôle annuel est bien réalisé.

Concernant les zones dépourvues de désenfumage en toiture, il apparaît nécessaire que l'exploitant envisage:

- soit une mise en conformité des secteurs où cela s'avère nécessaire;
- soit de faire valider (par le SDIS et l'assureur du site compétent en protection incendie) le cas échéant, la possibilité de valoriser les portes sectionnelles de grande hauteur comme des ouvrants, situés en façades, pouvant faire office d'une fonction de désenfumage en cas d'incendie. Sur ce point, l'exploitant a précisé que les portes sectionnelles pourraient être ouvertes manuellement en cas d'incendie (cela s'avère primordial dans la mesure où lors d'un incendie, les pompiers réalisent en général une coupure des utilités électriques principales).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les zones dépourvues de désenfumage en toiture, il est demandé à l'exploitant, sous six mois, :

- soit de mettre en conformité les secteurs où cela s'avère nécessaire ;
- soit de faire valider (par le SDIS et l'assureur du site compétent en protection incendie) le cas échéant, la possibilité de valoriser les portes sectionnelles de grande hauteur comme des ouvrants, situés en façades, pouvant faire office d'une fonction de désenfumage en cas d'incendie. Sur ce point, l'exploitant devra démontrer que les portes sectionnelles pourraient être ouvertes manuellement en cas d'incendie. Dans le cas où le désenfumage en façade ne serait pas accepté, l'exploitant devra proposer des dispositions pour mettre en conformité ses installations avec les attendus en matière de désenfumage.

Les orientations retenues par l'exploitant, et le plan d'actions en découlant, sont transmises à l'inspection.

Enfin, l'exploitant transmet à l'inspection, sous un mois, le dernier rapport de contrôle des deux trappes de désenfumage au niveau du secteur de la dérouleuse DH33 ainsi que le positionnement des commandes manuelles de ces trappes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois